

Quelle stratégie russe pour le Bélarus? Entretien avec Anaïs Marin

Description

Vingt-six ans après l'arrivée au pouvoir d'Aliaksandr Loukachenka en 1994, le Bélarus, communément dépeint comme la « dernière dictature d'Europe », se trouve à nouveau très isolé sur le plan international. Le Kremlin, qui se heurte depuis plusieurs années à une forte résistance de Minsk quant à une intégration plus poussée avec la Russie, pourrait profiter de la vulnérabilité actuelle du régime de Loukachenka pour accroître son emprise sur le Bélarus et, enfin, mettre au pas un allié turbulent.

Après quelques années « d'ouverture » vers l'Ouest depuis la levée, en février 2016, des sanctions européennes mises en place en 2011, le régime d'Aliaksandr Loukachenka est de nouveau frappé de sanctions par les dirigeants de l'UE, en réaction à la répression brutale des manifestations depuis l'été 2020. Cet opprobre international a récemment contraint les autorités bélarusses à opérer un ultime revirement de leur politique étrangère en faveur de la Russie, alors même que les relations avec le Kremlin ont connu une trajectoire en dents de scie au cours de la dernière décennie.



Dans cet interview pour *Regard sur l'Est*, Anaïs Marin, chercheuse associée du programme Russie et Eurasie de Chatham House (Londres), spécialiste du Bélarus, décrypte la récente évolution de la relation entre les deux pays et les opportunités qui se présentent au Kremlin pour rassurer ses intérêts au Bélarus.

La contestation de la légitimité électorale du Président Loukachenka et une éventuelle déstabilisation du régime bélarusse, allié stratégique et économique du Kremlin, ne font-elles pas courir un risque sécuritaire à la Russie ?

Sur le plan sécuritaire, si le Bélarus demeure un partenaire d'importance pour Moscou, son poids stratégique dans le dispositif russe ne doit pas être surestimé. Il a d'ailleurs nettement diminué au cours des dernières années. Après la crise ukrainienne de 2014, la Russie a pris soin de compter sur ses forces propres en s'affranchissant de sa dépendance sécuritaire envers ses voisins par d'importantes formes militaires. Elles se sont notamment traduites par un renforcement et un redéploiement des capacités stratégiques russes au sein de l'exclave de Kaliningrad et du district militaire Ouest, diminuant ainsi le rôle stratégique du Bélarus et des infrastructures militaires russes présentes sur son territoire. Parallèlement, les subventions à

destination du régime de Loukachenka ont été sensiblement réduites au cours des dix dernières années, une façon pour Moscou de le contraindre à faire des concessions, plus particulièrement sur l'ouverture d'une base aérienne militaire au Bélarus, un projet auquel Minsk demeure opposé.

Sur le plan économique, le Kremlin a progressivement veillé à diversifier ses circuits d'exportation d'hydrocarbures à destination de ses clients d'Europe occidentale, afin de réduire sa dépendance envers l'Ukraine et le Bélarus. Cette diversification est passée par le développement d'infrastructures portuaires multimodales en mer Baltique, au détriment des terminaux portuaires baltes, mais aussi des raffineries bélarusses. Quant aux exportations de gaz, depuis 2011, la Russie, via l'entreprise Gazprom, contrôle entièrement l'opérateur Beltransgaz, propriétaire du réseau de transit gazier au Bélarus, une indépendance qui devrait encore accroître avec l'éventuelle mise en service du gazoduc Nord Stream 2.

En somme, la déstabilisation du régime de Loukachenka n'entraînerait pas une remise en cause fondamentale des intérêts sécuritaires russes dans la région. La menace principale, selon moi, est plutôt d'ordre interne, car l'actuelle révolution post-électorale conduite par les Bélarusses, si elle menait à un changement de régime à Minsk, pourrait galvaniser l'opposition russe, voire fragiliser des gouvernements alliés du Kremlin dans son «*étranger proche*».

Les manifestations au Bélarus semblent avoir une dimension nationaliste, dans le prolongement d'un «*veil identitaire que vous avez qualifié de «*Bélarussisation douce*»*». Le recours par les opposants à Loukachenka aux symboles issus de l'histoire européenne du Bélarus (le drapeau blanc-rouge-blanc, les armoiries du Grand-Duché de Lituanie) relève-t-il d'une logique d'opposition au «*monde russe*»? Doit-on redouter un scénario «*ukrainien*»?

Non, je ne pense pas que cette comparaison soit pertinente. La mobilisation populaire au Bélarus est avant tout une révolte de la société civile dirigée contre un régime autocratique en place depuis un quart de siècle. Tout comme les élections du 9 août dernier, cette révolution de la dignité se passe quasiment en vase clos, du fait des restrictions de voyage causées par la pandémie de Covid-19, de l'absence d'observateurs internationaux déployés au Bélarus pour évaluer le scrutin et du nombre limité d'accréditations accordées aux journalistes étrangers. En dépit d'une montée des sentiments antiruses à l'égard de Loukachenka a contribué à distiller au cours des dernières années et qui ont augmenté ces trois derniers mois en raison du soutien que le Kremlin accorde au président sortant, la Russie reste majoritairement bien perçue par l'opinion publique bélarusse. Par ailleurs, la configuration politique intérieure du Bélarus est très différente de celle de l'Ukraine en 2014, où existait déjà une opposition institutionnalisée, dont les leaders étaient identifiables et autorisés dans leur majorité à concourir aux élections. Cela n'a jamais été vraiment le cas au Bélarus, ce qui a précisément conduit, suite à une erreur d'appréciation des autorités, à laisser se présenter une candidate qu'elles pensaient inoffensive à Sviatlana Tsikhanouska, mère de famille sans expérience ni ambition politiques, propulsée *challenger* numéro 1, et vraisemblablement vainqueur des élections du 9 août, à en croire les observateurs et sondages indépendants.

Enfin, les manifestants biélorusses se sont prudemment gardés de franchir la ligne rouge d'une «généralisation» de leur mouvement, conscients qu'exprimer une volonté de rapprochement avec l'UE ou un rejet de la Russie serait perçus à Moscou comme une atteinte à la sécurité nationale russe. Vous aurez noté qu'aucun drapeau de l'UE n'apparaît dans les cortèges, alors que les symboles européens foisonnaient sur le Maidan.

Du côté russe, des enseignements ont été tirés de la crise ukrainienne. Une réaction militaire de la part du Kremlin paraît improbable, tant elle serait préjudiciable pour le capital politique de la Russie qui souhaiterait apaiser aussitôt les populations locales et, bien entendu, la confiance de ses partenaires étrangers, y compris dans l'espace post-soviétique.

Ceci étant, la situation reste préoccupante car la transition politique semble insaisissable. Or, le régime de Loukachenka s'y oppose farouchement et refuse tout dialogue. Pour l'instant, la stratégie russe consiste à temporiser en espérant que les manifestations s'essouffent. Le véritable défi pour le Kremlin sera d'assurer une sortie de crise et une transition politique qui ne gênent pas ses intérêts. Il s'agira notamment, pour la Russie, de se prémunir contre un risque de contagion démocratique qui pourrait nuire aux intérêts de V. Poutine et de ceux qui bénéficient du système kleptocratique qu'il a mis en place. La dimension symbolique ne doit pas non plus être négligée : dès lors que le Biélorus est son plus proche allié stratégique, la Russie fera tout pour éviter de le «perdre», comme elle a perdu l'Ukraine. On peut s'attendre à une mobilisation de tout l'arsenal russe de guerre hybride, à commencer par la désinformation, pour empêcher toute transition démocratique au Biélorus après le départ de Loukachenka.

Quelles pourraient être les modalités de cette transition politique au Biélorus ? Comment la Russie pourrait-elle imposer un successeur crédible aux yeux des Biélorusses sans risquer de perdre les acquis obtenus sous l'ère Loukachenka ?

La principale difficulté réside en l'absence d'une véritable alternative à Loukachenka sur la scène politico-administrative biélorusse. Depuis son arrivée au pouvoir, le Président biélorusse a totalement verrouillé le système de gouvernance et n'a souffert d'aucune concurrence : tous ses opposants ont en effet été mis hors-jeu et les purges au sein de l'élite se poursuivent. Les principaux acteurs de l'opposition apparue cette année sont soit en prison, soit en exil, et la Russie n'a pas pour habitude de traiter avec les dissidents de pays tiers. À ce titre, Moscou essaiera très probablement de négocier progressivement le départ d'A. Loukachenka sans que cela puisse être interprété comme une chute du régime sous la pression populaire.

Si convaincre A. Loukachenka d'abdiquer ne sera pas chose aisée, proposer un candidat acceptable pour une majorité de citoyens biélorusses ne le sera pas plus. C'est pourquoi le pouvoir russe a grand intérêt à retarder la sortie de crise afin de gagner le temps nécessaire pour promouvoir un successeur «russo-compatible», qui reste à identifier, et à chafauder des scénarios de transfert du pouvoir qui garantissent le respect des acquis en matière d'intégration. C'est là l'une de ces priorités qu'il faut interpréter l'insistance avec laquelle le Kremlin promet actuellement l'idée d'une réforme constitutionnelle, t'élargir le droit de haut, comme préalable à l'organisation d'un nouveau scrutin présidentiel au Biélorus.

Selon vous, quels bénéfices la Russie entend-elle tirer de la crise actuelle au Biélorus ?

Depuis août 2020, le Kremlin dispose d'une fenêtre d'opportunité pour accentuer ses pressions sur un chef d'État d'illégitimité et acculé tant sur le plan intérieur qu'international. Autant le Kremlin chercherait A. Loukachenka s'il venait à comparaître devant la Cour Pénale Internationale pour les crimes de torture dont son régime est désormais accusé, autant le président sortant demeure incontournable pour faire avancer des dossiers chers à V. Poutine en matière d'intégration dans le domaine militaire (déploiement de forces russes sur le territoire biélorusse) et économique (union monétaire et fiscale notamment). L'État Union russo-biélorusse, un projet mort-né qui remonte à 1999 mais que le Kremlin n'est pas parvenu à relancer en raison des réticences de Minsk, est d'ailleurs présent dans les médias russes comme le meilleur antidote face à ce Printemps du peuple biélorusse qu'ils perçoivent comme une attaque de l'Occident contre le projet d'intégration eurasiatique, la «démocratie dirigée» à la russe et la notion de «monde russe» plus globalement.

Aussi encombrant et imprévisible qu'il puisse paraître aux yeux de V. Poutine, Aliaksandr Loukachenka pourrait encore s'avérer utile et faire de nombreuses concessions, en échange d'un soutien du Kremlin jusqu'au terme de son mandat, d'une amnistie garantie par la Russie en cas de démission ou d'un exil doré s'il était amené à fuir le Biélorus.

Outre une intégration plus poussée dans l'État Union initiée avec la Russie, Moscou pourrait aussi exiger une plus grande ouverture de l'économie biélorusse aux capitaux russes, lorsque Minsk se résoudra à privatiser ses fleurons industriels. Cela fait de nombreuses années que la Russie lorgne sur des entreprises telles que Grodno Azot, MAZ ou MZKT et sur certains actifs stratégiques aux mains de l'État biélorusse, comme les raffineries de pétrole de Mazyr et Navapolatsk. Si les oligarques russes parvenaient à contrôler ces infrastructures en sus du réseau gazier biélorusse, la colonisation économique du Biélorus serait définitivement achevée. De plus, la mise en service, en novembre 2020, de la [centrale nucléaire d'Astravets](#), construite avec des crédits et technologies russes, contribuera à consolider cette dépendance.

En conséquence, la nouvelle génération de dirigeants qui pourrait succéder à l'administration Loukachenka se verrait davantage contrainte de composer avec les intérêts russes, et ce, quelle que soit leur ligne idéologique.

Vignette : © Natalka Dovga

* Sofiane ASFIRI est consultant et analyste diplômé de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS SUP).

244x78

Image not found or type unknown

date création

30/11/2020

Champs de Métier

Auteur-article : Sofiane ASFIRI*